

7

## DROITS DES SALARIÉS

N. Sarkozy a détricoté le code du travail. Les 35 heures ont été vidées de leur sens par le recours massif aux heures supplémentaires pour lesquelles des exonérations de charges ont été offertes au patronat. N. Sarkozy porte un nouveau coup bas au droit du travail. Il veut faire adopter en urgence une mesure donnant la primauté à l'accord d'entreprise sur l'accord de branche et sur la loi.

François Hollande ne va pas aussi loin mais propose que les accords de branche aient la primauté sur la loi. C'est une remise en cause majeure du droit du travail français. Tout contrat et tout accord de branche doit respecter la loi qui donne un socle commun de

droits auxquels rien ne saurait déroger. Ce ne serait donc plus le cas. Les salariés seraient donc moins protégés subissant les rapports de force d'un patronat qui veut revenir sur plus d'un siècle d'avancées (protection face aux accidents du travail à la fin du XIXe siècle, retraites ouvrières et paysannes en 1910, congés payés en 1936, retraite à 60 ans en 1981 et 35 heures en 2000).

Le Front de gauche est résolument hostile à une telle dérégulation. Au contraire, il veut faire reconnaître de nouveaux droits aux salariés en reconnaissant la citoyenneté d'entreprise. Le pouvoir économique ne doit plus être aux mains des seuls actionnaires. Les salariés et leurs représentants seront appelés à participer aux choix d'investissement et aux décisions stratégiques. Un droit de veto suspensif sur les licenciements et l'obligation d'examiner les contre-propositions des syndicats seront institués.

## Ce que la gauche devra faire :

- rétablissement des 35 heures,
- convocation d'assemblées régionales et nationale pour l'emploi, les qualifications et les salaires,
- refonte du code du travail pour abolir la précarité et établir l'égalité femme-homme.

des dotations sera maintenu au niveau actuel...

Le Front de gauche veut rendre le pouvoir aux citoyens. Pour y parvenir il faut aller à la mise en place d'une VI<sup>e</sup> République parlementaire sociale et participative. C'est le sens de la proposition de convoquer une Assemblée constituante.

De la même manière, le Front de gauche veut l'abrogation de la réforme territoriale de 2010, le rétablissement de la proportionnelle à toutes les élections et la création d'un Conseil national des médias.

reconnaitre la citoyenneté d'entreprise

8

## DÉMOCRATIE

Dérive présidentielle, réformes institutionnelles, réforme des collectivités territoriales... méthodiquement nos institutions éloignent de plus en plus les citoyens des centres de décisions provoquant une profonde crise de la démocratie.

À l'image de N. Sarkozy, le pouvoir gouverne sans le peuple, quand ce n'est pas contre le peuple, privilégiant par là même la main mise d'une minorité, d'une oligarchie qui gouverne pour son seul intérêt. Notre démocratie est malade, il y a urgence à la refonder. Cette réalité de la crise de notre démocratie, F. Hollande ne la prend pas en compte. S'il parle de donner un nouvel élan à notre démocratie, c'est surtout via une nouvelle étape de la décentralisation – donc des transferts de compétences – tout en précisant que le niveau

## Ce que la gauche devra faire :

- abrogation de la réforme des collectivités territoriales de 2010,
- rétablissement de la proportionnelle à toutes les élections,
- convocation d'une Assemblée constituante.

vite la VI<sup>e</sup> République !

9

## LOGEMENT

Les conditions de logement se dégradent : plus de 3,6 millions de personnes sans logement ou mal logées, plus de 100 000 d'expulsions locatives, des loyers qui explosent et une insuffisance récurrente de logements sociaux.

un toit un droit

F. Hollande propose d'encadrer les loyers pour quelques zones géographiques. Il s'engage pour la construction de 150 000 logements sociaux pendant son mandat, et propose de monter à 25 % le taux de logements sociaux dans le cadre de la loi SRU.

10

## RETRAITES

Les gouvernements successifs jusqu'à N. Sarkozy n'ont eu de cesse que de réformer le système français de retraites par répartition : augmentation continue du nombre d'annuités nécessaires pour toucher sa pension à taux plein, recul de l'âge légal de départ et indexation des retraites sur les prix et non plus sur les salaires.

Pour F. Hollande, la possibilité de partir à la retraite à 60 ans sera réservée à ceux ayant commencé à travailler tôt et ayant cotisé 41 ans. Cette offre minimaliste est le reflet d'un manque d'ambition en matière de financement des retraites et de la protection sociale.

F. Hollande laisse entendre que la durée de vie augmentant en moyenne, il faut augmen-

## Ce que la gauche devra faire :

- abrogation de la réforme des collectivités territoriales de 2010,
- rétablissement de la proportionnelle à toutes les élections,
- convocation d'une Assemblée constituante.

ter la durée de cotisation. L'augmentation de la productivité du travail ne profiterait qu'aux actionnaires et pas aux salariés en termes de baisse de temps de travail. D'autant que dans plusieurs pays où la précarité augmente, l'espérance de vie en bonne santé a diminué ces dernières années (source Eurostat).

Le Front de gauche propose d'aller bien plus loin afin de garantir la retraite à taux plein à 60 ans pour tous. Pour ce faire, les revenus financiers seront taxés au même niveau que ceux du travail et le calcul du taux de cotisation patronal sera réformé.

60 ans à taux plein

11

## JEUNESSE

Tout le monde s'accorde à le constater : pour la première fois, les jeunes vivront moins bien que leurs parents.

Face à cela, F. Hollande veut « être le président des jeunes » afin que les jeunes vivent mieux en 2017 qu'en 2012. Il propose le contrat de générations et les emplois d'avenir. Il mettra en place une allocation d'études et de formation, sous conditions de ressources.

Il a sensiblement réduit la voilure par rapport aux mesures présentées dans le projet du Parti socialiste. 150 000 emplois d'avenir

pas d'avenir sans la jeunesse

12

## EUROPE

Les critiques formulées par le PCF sur le traité de Maastricht étaient justifiées. Le projet de traité constitutionnel de 2005, le traité de Lisbonne, le pacte de stabilité, le pacte pour l'Euro +, ainsi que le projet de traité de décembre 2011 s'inscrivent toujours dans la logique d'une Europe aux services des marchés financiers.

François Hollande, dans ses propositions, avance la proposition d'un pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance et la création d'euro-obligations. Il annonce sa volonté de renégocier l'accord du 9 décembre 2011 et de réorienter le rôle de la BCE. La limite de cette approche, c'est la non remise en cause de la logique qui anime l'en-

## Ce que la gauche devra faire :

- remise en cause du pacte pour l'Euro +,
- référendum sur les derniers traités européens signés par N. Sarkozy,
- refonte des statuts et des missions de la BCE,
- création d'un fonds de développement social, écologique et solidaire européen,
- bataille politique et diplomatique pour un nouveau traité européen.

contre 300 000 et 150 000 contrats de génération au lieu des 500 000 initialement annoncés.

Les mesures spécifiques qu'il préconise seront financées pour l'essentiel par l'État et les collectivités locales. L'urgence de mesures sociales en direction de la jeunesse n'est pas prise en compte.

Le Front de gauche, pour sortir les jeunes de la précarité, de la dépendance familiale et du recours au salariat, propose de créer un statut social pour tous les jeunes permettant leur autonomie.

Nous mettrons en place un système d'allocations pour les jeunes en formation, et pour ceux en recherche d'un premier emploi. Le CDI deviendra la norme et un effort sensible sera fait pour le logement étudiant. Les députés communistes ont déposé un projet de loi en ce sens.

## Ce que la gauche devra faire :

- création d'un statut social pour les jeunes permettant leur autonomie,
- création d'une allocation pour les jeunes en formation ou en recherche de leur premier emploi.

semble des traités européens et du carcan que cela représente pour les peuples.

Le Front de gauche se déclare explicitement pour que l'Europe s'affranchisse du traité de Lisbonne, qu'elle respecte la souveraineté des peuples et soutienne des politiques de développement pour répondre à l'urgence sociale, démocratique et écologique.

Cela passe par la remise en cause du Pacte pour l'Euro +, du traité que N. Sarkozy fait adopter en catimini par sa majorité à l'Assemblée ces dernières semaines. Cela passe aussi par une refonte des statuts et des missions de la BCE.

pour une Europe démocratique et sociale

## CELA FAIT DÉBAT À GAUCHE...

argumentaire en 12 fiches

PCF  
Parti communiste françaisFRONT  
DE GAUCHE

## débattons de ce que devra faire la gauche en 2012

Nous sommes engagés dans la dernière ligne droite de la campagne. Les candidats sont déclarés et les programmes sont publiés. Si notre détermination est totale pour battre Nicolas Sarkozy, la droite et faire reculer le Front national, nous souhaitons aussi que ce moment de la campagne soit l'occasion pour les citoyens de confronter les programmes et de débattre de ce que devra faire la gauche en 2012.

Les électeurs de gauche sont en attente d'un véritable changement, ils sont très attentifs à ce que les uns et les autres disent et proposent.

Avec cet argumentaire, notre objectif est simple : dégager sur quelques grandes thématiques les questions qui font débat à gauche et qui conditionnent la mise en œuvre d'une véritable politique de gauche.

Cet argumentaire n'a pas vocation à être exhaustif, mais simplement à donner des premiers éléments d'un débat que nous voulons pouvoir mener avec le plus grand nombre. D'autres fiches sur des thématiques plus spécifiques seront mises à la disposition des militants et seront disponibles sur le site internet national du PCF, en fonction de l'actualité.

vous voulez télécharger une vidéo  
En 2012, on va leur faire un dessin ?

c'est très simple

il faut aller sur : <http://telecharger.pcf.fr>

identifiant : telecharger

mot de passe : telecharger

*pas d'accent à telecharger*

1

### EMPLOI ET SALAIRES

La France est riche, mais cette richesse n'a jamais été aussi peu partagée. Le chômage est à son plus haut niveau depuis plus de 12 ans, avec plus de 4 millions de chômeurs et précaires. C'est la conséquence de la spirale « austérité, rigueur, chômage » engagée par N. Sarkozy sous la pression des marchés financiers.

**relancer la croissance par le pouvoir d'achat**

François Hollande n'envisage pas d'augmentation significative du Smic ou des salaires. Au nom du pragmatisme, aucune « redistribution » n'est prévue en début de mandat, peut-être après les « réformes de structure ». Présentant le rôle de la Banque publique d'investissement, il dissocie financements et prise en compte des effets sur l'em-

2

### PROTECTION SOCIALE

Le bilan de N. Sarkozy en matière de protection sociale est catastrophique. Au nom de la compétitivité des entreprises, les cotisations patronales ont encore été amputées de 13 milliards d'euros, en plus des 30 milliards annuels d'exonérations déjà attribués. La mission de service public et le nombre des hôpitaux sont mis à mal par la loi Bachelot. La droite a mis en place déremboursements, franchises, forfaits. 29 % de la population a parfois dû renoncer aux soins.

F. Hollande n'exprime pas la volonté de mettre en cause le système de baisse des cotisations sociales patronales. Par contre se dégage l'idée d'un financement de la protection sociale par l'impôt avec une fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG. Cela ferait

**Ce que la gauche devra faire :**

- remettre en cause les exonérations patronales,
- faire cotiser les revenus financiers des entreprises et des banques au même taux que les salaires pour financer la protection sociale,
- abroger la loi Bachelot.

ploi et les salaires. Le contrat de génération pour les jeunes et des seniors serait financé par de nouvelles exonérations de charges sociales. Les emplois d'avenir sont bâtis sur le même modèle que les emplois-jeunes. Ne sont pas évoquées la formation de leurs bénéficiaires et la pérennisation des emplois. Le choix est explicite de ne pas développer l'emploi dans les services publics

Le Front de gauche donne la priorité à l'emploi et aux salaires. Nous créerons un pôle public bancaire et des fonds publics régionaux pour une toute autre politique de crédit où l'emploi, et sa sécurisation, seront des critères d'attribution. Les licenciements boursiers seront interdits, des visas écologiques et sociaux seront mis en place pour limiter les délocalisations.

Sur les salaires, nous prenons le contre-pied des politiques d'austérité pour relancer la consommation, la croissance et l'emploi, en portant le Smic à 1 700 €.

**Ce que la gauche devra faire :**

- interdire les licenciements boursiers,
- porter le Smic à 1 700 € brut immédiatement et net en fin de législature.

porter l'essentiel du financement de la protection sociale sur les ménages et non les entreprises.

C'est une autre logique que portent le PCF et le Front de gauche. Il s'agit de remettre en cause les exonérations patronales et de faire cotiser les revenus financiers des entreprises et des banques au même taux que les salaires.

La loi Bachelot sera abrogée, ainsi que la tarification à l'activité qui instaure une logique comptable pour ce qui est un service public. Le remboursement à 100 % des dépenses de santé couvertes par la Sécurité sociale sera rétabli.

Un service public de santé, fondé sur la proximité et la qualité des soins, sera reconstruit en associant étroitement les personnels, les élus et les usagers.

**plus de cadeau au patronat**

3

### RÉINDUSTRIALISATION

La crise du capitalisme financier a des conséquences lourdes sur notre économie. Elle s'attaque au socle de l'activité française : son industrie. Le bilan est accablant, près de 900 usines françaises ont été fermées en 3 ans. C'est une saignée constante de notre industrie et de l'emploi.

**un visa écologique et social**

F. Hollande s'engage à favoriser la production et l'emploi en orientant les financements, les aides publiques et les allègements fiscaux vers les entreprises qui investiront, qui localiseront leurs activités en France et qui seront offensives à l'exportation. Les entreprises qui délocaliseront devront rembourser les aides.

Le Front de gauche propose de favoriser les entreprises localisées en France par une po-

litique de crédit encourageant l'investissement utile, la recherche et la création d'emplois. Face à la pression des capitaux et des productions à bas coût sur les marchés mondialisés, le Front de gauche propose que la France s'engage pour l'institution de protections et de normes sociales et environnementales communes en Europe. Des prélèvements sur la réimportation de productions délocalisées seront mis en place. Une taxe kilométrique sera instituée afin de d'imposer les transports de marchandises évitables et de relocaliser la production au plus proche de l'usage.

Un visa écologique et social sera ainsi institué. Les prélèvements et taxes seront alloués à un Fonds pour le co-développement permettant de financer des politiques de développement social et environnemental.

**Ce que la gauche devra faire :**

- une politique de crédit encourageant l'investissement utile, la recherche et la création d'emplois,
- créer un visa écologique et social pour limiter les délocalisations.

4

### TRANSITION ÉCOLOGIQUE

La course effrénée au profit maximum à court terme pousse notre planète vers une catastrophe écologique qui peut potentiellement remettre en cause les conditions de la vie humaine sur Terre. Réchauffement climatique, destruction de la biodiversité, épuisement des ressources naturelles... Les réponses actuellement apportées face à cette crise majeure ne sont pas à la hauteur du défi.

Dans ce domaine, l'essentiel du propos de F. Hollande porte sur la transition énergétique avec une réduction de la part de la production nucléaire de 75 % à 50 % à l'horizon 2025.

**Ce que la gauche devra faire :**

- un débat public national sur la politique énergétique en France qui se terminera par un référendum,
- un programme d'investissement pour l'efficacité énergétique et la diversification des sources d'énergie,
- un plan national de remise aux normes énergétiques des logements et des bâtiments publics.

Une question importante mais qui, pour le Front de gauche, ne peut se limiter à un effet d'annonce dans le cadre d'un accord électoral.

La transition écologique pose la question du retour d'une véritable maîtrise publique sur l'énergie, en lien avec un développement des investissements publics privilégiant des critères écologiques et sociaux.

La transition écologique propose en même temps une véritable action de planification, la mise en place d'un plan pour la sobriété et l'efficacité écologique, la relocalisation de l'activité économique et la préservation des ressources naturelles qui, comme l'eau, doivent échapper à la marchandisation.

**la planète et l'humain d'abord**

5

### FISCALITÉ ET LES FINANCES PUBLIQUES

Les politiques fiscales de la droite ont creusé la dette. La multiplication des exonérations fiscales et sociales a fait perdre près de 100 milliards d'euros au budget de l'État et a provoqué le doublement de la dette. Une partie de celle-ci est illégitime : sauvetage des banques et des fonds spéculatifs. Pendant ce temps, les Français ont vu leur pouvoir d'achat diminuer sans cesse. La dernière trou-

**imposer les revenus du capital**

vaille étant la TVA « sociale » qui va ponctionner les ménages de 13 milliards d'euros. F. Hollande ne se réclame pas de la règle d'or mais veut l'appliquer dans les faits. Il réduirait le déficit à 3 % du PIB dès 2013 pour atteindre l'équilibre en 2017. Cela se ferait au dé-

triment des besoins sociaux. Il n'envisage pas de remettre en cause les exonérations sociales. Il penche vers un financement de la protection sociale par l'impôt avec la fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu.

Il propose de créer de nouvelles tranches de l'impôt sur le revenu à 45 % au-dessus de 150 000 € de revenu et 75 % au-dessus de 1 million. Cela ne concerne que 0,7 % des ménages.

Le Front de gauche propose, d'une part, de libérer les finances des marchés financiers par exemple en proposant que la création monétaire de la BCE et la Banque de France finance un fonds de développement. D'autre part, il redonnera à l'État et aux collectivités locales les moyens d'agir, grâce à une réforme de la fiscalité : suppression du bouclier fiscal, augmentation de l'ISF et de l'impôt sur les revenus du capital. Modulation de l'impôt sur les sociétés et les cotisations sociales pour encourager l'emploi, les salaires et la formation...

**Ce que la gauche devra faire :**

- réforme profonde de la fiscalité,
- transformation des missions et de la politique monétaire des banques centrales.

pre avec Maastricht et Lisbonne interdisant à la BCE et aux Banques centrales de créer de la monnaie pour soutenir les dépenses publiques et casser ainsi la spéculation sur les dettes. Il ne s'agit pas d'instaurer un contrôle social des banques, pas plus que d'instaurer de nouveaux critères d'attribution des crédits (emplois, salaires). Il ne s'agit que de réguler la finance à la marge.

Pour le Front de gauche, une bataille politique et diplomatique devra être menée pour aboutir à un nouveau traité et pour refondre les statuts de la BCE afin de lui faire jouer un autre rôle. Nous voulons créer un Pôle public bancaire visant à développer un crédit sélectif pour l'investissement des entreprises. Son taux serait d'autant plus abaissé si l'investissement programait plus d'emplois et de formations correctement rémunérés.

**réorienter le crédit pour l'emploi**

6

### PÔLE PUBLIC BANCAIRE

La politique ultra-libérale de l'Union européenne et N. Sarkozy s'inscrivent dans la même logique : favoriser la domination de la finance. Les gouvernements laissent les spéculateurs agir. Les revenus du capital échappent en grande partie à l'impôt. Ils se permettent aujourd'hui de noter les États et même de placer leur homme à la tête des gouvernements. Aujourd'hui, nous avons une Europe, une monnaie, l'Euro, et une institution, la BCE, au service des marchés et de la domination des grands groupes.

La gravité de la situation de la crise contraint F. Hollande à revenir sur les missions de la BCE en proposant que celle-ci intervienne davantage contre la spéculation. De la même manière, il propose de séparer les activités de crédit et de financement des banques pour limiter la spéculation. Mais il ne dit rien sur sa politique monétaire refusant de rom-

**Ce que la gauche devra faire :**

- création d'un pôle public bancaire transformant, notamment, la politique et les critères du crédit,
- création de pouvoirs nouveaux pour les salariés et les citoyens dans les institutions bancaires.